

Alstom : réunion de crise à l'Élysée

Le chef de l'État convoque ce lundi matin son état-major pour trouver une solution aux difficultés du groupe en France.

GUILAUME ERRARD
@GuillaumeErrard

INDUSTRIE La pression monte autour d'Alstom. Cinq jours après que le groupe a annoncé l'arrêt de la production de son site de Belfort, François Hollande a décidé de convoquer ce lundi, dès 8h30, une réunion interministérielle à l'Élysée. Il y aura autour de la table le premier ministre, Manuel Valls, le ministre de l'Économie, Michel Sapin, le secrétaire d'État à l'Industrie, Christophe Sirugue, et celui aux Transports, Alain Vidalies. Le but ? « Faire le point sur la situation d'Alstom et tenter de trouver des solutions », dit-on à l'Élysée. Même si l'État détient 20 % d'Alstom, les marges de manœuvre du gouvernement dans ce dossier sont étroites.

Alstom a d'ores et déjà promis qu'« il n'y aura ni plan social ni fermeture du site de Belfort où l'activité de maintenance est conservée ». Si la direction du groupe a décidé de transférer la production de loco-

Alstom a annoncé, le 7 septembre, l'arrêt de la production de son site de Belfort.
SEBASTIEN BOZON/AFP

Il n'y aura ni plan social ni fermeture du site de Belfort où l'activité de maintenance est conservée

LA DIRECTION
D'ALSTOM



motives de Belfort, berceau du TGV, à Reichshoffen (Bas-Rhin), elle s'est engagée à proposer aux salariés d'être transférés sur d'autres sites.

Cela ne semble pas avoir rassuré le gouvernement qui n'a toujours pas digéré le moment choisi par le groupe pour faire cette annonce. Même s'il reconnaît « les faiblesses du site de Belfort », Manuel Valls dénonce une méthode « inacceptable ». « Nous pouvons sauver Alstom

à condition que les dirigeants jouent pleinement leur rôle », a-t-il déclaré dimanche sur Europe 1.

Contrats à l'étranger

Le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici s'est également emparé du dossier. « On ne peut pas laisser Alstom partir de ce territoire qui en a tant besoin », a-t-il déclaré ce dimanche sur France 3. Il est vrai que l'ancien ministre de l'Économie connaît

bien la région pour avoir été député du Doubs entre 1997 et 2014.

Le dossier Alstom a pris une telle tournure en quelques jours que certains n'hésitent pas à parler « d'ambiance délirante » et « de dirigeants politiques totalement déconnectés de la réalité ». « Le gouvernement ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de dialogue avec le groupe. Il a suivi étape par étape le dossier et connaissait parfaitement le processus », explique une source proche du dossier.

Surtout, l'annonce de l'arrêt de la production à Belfort s'inscrit dans une chute structurelle des commandes ferroviaires en France. D'ici à 2018, les sites français d'Alstom seront confrontés à une baisse de charge de 30 %. « Cela fait dix ans qu'on ne fabrique plus de trains en France, poursuit cette même source. Mais Alstom s'est battu à l'export pour faire vivre Belfort. » Le groupe a multiplié les contrats à l'étranger : en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie mais aussi aux États-Unis en août pour le TGV Boston-Washington, en Afrique du Sud au printemps, en Inde en novembre 2015. Mais ces contrats irriguent peu les usines françaises du groupe.

À un peu plus de sept mois de l'élection présidentielle, François Hollande, au plus bas dans les sondages, a consacré la mobilisation. « Le président a décidé de s'investir dans ce dossier et s'assurer que l'emploi sera sauvegardé », déclare-t-on dans son entourage. Trop tard, répond la droite. « Cela fait des années que ça dérive, souligne Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate à la primaire de la droite. Il y a eu une opération de sauvetage réussie grâce à Nicolas Sarkozy en 2004 sur Alstom. Depuis, il y a eu un enchaînement de difficultés avec des errements de l'État et du management. » ■